



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMITÉ DES FORÊTS

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Rome, 23-27 juin 2014

SITUATION DES FORÊTS DU MONDE 2014

I. INTRODUCTION

1. Dans la plupart des régions du monde, les forêts, les arbres qui se trouvent sur des exploitations et les systèmes d'agroforesterie jouent un rôle important dans les moyens d'existence des populations rurales, à qui ils fournissent des emplois, de l'énergie, des aliments nutritifs et toute une série de biens et de services écosystémiques. Ils peuvent contribuer considérablement à la concrétisation des objectifs d'un développement durable et d'une économie plus verte. Mais les données empiriques pour le prouver clairement font défaut. Ces preuves sont nécessaires pour veiller à ce que les décideurs prennent des décisions en connaissance de cause pour la gestion et l'utilisation des forêts, et pour veiller à ce que les avantages découlant des forêts soient reconnus dans le cadre des objectifs de développement durable et après 2015, non seulement concernant l'environnement, mais aussi pour leurs contributions s'agissant de problèmes sociaux plus larges.

2. En 2015, le Forum des Nations Unies sur les forêts se penchera sur l'Arrangement international sur les forêts, et notamment sur les progrès accomplis dans la réalisation des quatre objectifs d'ensemble relatifs aux forêts définis dans l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts (instrument concernant les forêts). Étant donné que peu de pays recueillent systématiquement des données sur les avantages socioéconomiques découlant des forêts ou sur les contributions de celles-ci à l'amélioration des moyens d'existence, les données empiriques présentées dans l'édition 2014 de la *Situation des forêts du monde* seront essentielles pour cet examen.

3. Les données étant difficiles à obtenir, l'édition 2014 de la *Situation des forêts du monde* se concentre sur les avantages pour lesquels il existe des données fiables au niveau mondial ou pour lesquels les informations tirées des études de cas sont suffisantes pour permettre de tirer des conclusions au niveau mondial. Elle présente aussi un examen des politiques et des mesures que les pays adoptent au niveau national pour promouvoir les avantages qu'offrent les forêts, conformément aux dispositions de l'instrument concernant les forêts. Enfin, élément essentiel, le rapport indique aussi comment on pourrait améliorer les informations et ajuster les politiques, de façon à mieux tirer parti à l'avenir des avantages socioéconomiques découlant des forêts.

II. MESURE DES AVANTAGES SOCIOÉCONOMIQUES

4. Pour mesurer les avantages socioéconomiques découlant des forêts à une échelle plus large, il faut disposer d'informations sur la façon dont les gens utilisent les forêts et non sur la façon dont les forêts sont gérées aux fins de la production de différents produits. Pour mettre l'accent sur la

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur Internet, à l'adresse www.fao.org.

consommation et non sur la production, il faudra changer de point de vue concernant les éléments qui sont actuellement souvent mesurés dans la foresterie. Il convient de compléter l'actuelle collecte de données, axée sur les forêts et les arbres, par une collecte de données sur les avantages que les gens tirent des forêts. On aura par ailleurs besoin d'informations sur les avantages que les forêts apportent à certains groupes (par exemple les femmes, les peuples autochtones et les ruraux pauvres) pour voir si ces avantages contribuent à l'égalité.

5. Aux fins de l'analyse présentée dans l'édition 2014 de la *Situation des forêts du monde*, on a donné la définition suivante aux avantages socioéconomiques découlant des forêts. Cette définition englobe à la fois les avantages directs liés à la consommation de biens et de services provenant des forêts et le revenu et l'emploi créés dans le secteur et qui permettent aux gens de satisfaire autrement leurs besoins.

Les avantages socioéconomiques découlant des forêts correspondent à la satisfaction des besoins humains fondamentaux et aux améliorations de la qualité de vie (besoins de niveau supérieur) rendues possibles par la consommation de biens et de services provenant des forêts et des arbres ou, indirectement, grâce au revenu et à l'emploi créés dans le secteur forestier.

6. Cette définition ne porte pas sur les nombreux avantages indirects (non liés à l'utilisation ou relatifs à l'existence) que les forêts peuvent apporter. Étant donné que l'on manque d'informations complètes et fiables sur ces avantages pour de nombreux pays, il est plus utile pour l'élaboration des politiques de se concentrer sur les incidences plus directes et mesurables que les forêts ont sur la vie des gens. L'objectif avec cette définition est par ailleurs de faire une distinction claire entre les avantages socioéconomiques découlant des forêts et les avantages environnementaux, lesquels sont déjà mesurés dans des exercices tels que l'Évaluation des ressources forestières mondiales (FRA).

7. Conformément à cette définition, les données collectées pour l'édition 2014 de la *Situation des forêts du monde* montrent comment la production et la consommation de produits dérivés du bois, de produits forestiers non ligneux et de services forestiers peuvent contribuer à la satisfaction de différents besoins. Le volet production comprend le revenu créé dans le secteur ainsi que le nombre de personnes qui profitent de ce revenu, notamment les salariés et les propriétaires forestiers. S'agissant des avantages liés à la consommation, la plupart des données font référence au nombre de gens qui utilisent les produits forestiers pour satisfaire différents besoins, en particulier pour l'alimentation, l'énergie, le logement et la santé.

III. LES MULTIPLES AVANTAGES FOURNIS PAR LES FORÊTS

8. L'analyse des données statistiques et d'autres données sur les avantages socioéconomiques découlant des forêts permet notamment de faire les constatations ci-après:

Le secteur forestier structuré emploie 13,2 millions de personnes dans le monde; le secteur informel en emploie au moins 41 millions.

L'emploi informel n'apparaît bien souvent pas dans les statistiques nationales, mais les estimations présentées dans l'édition 2014 de la *Situation des forêts du monde* montrent qu'il est important dans les régions moins développées. On estime par ailleurs que 840 millions de personnes, soit 12 pour cent de la population mondiale, collectent du combustible ligneux et du charbon de bois pour leur utilisation propre.

La fourniture de combustible ligneux pour la cuisson et pour la stérilisation de l'eau est une grande contribution des forêts à la sécurité alimentaire et à la santé.

On estime qu'environ 2,4 milliards de personnes, soit environ 40 pour cent de la population combinée des régions Afrique, Asie et Océanie et Amérique latine et Caraïbes, cuisent leurs aliments au moyen de combustible ligneux. Par ailleurs, 764 millions de ces personnes feraient bouillir leur eau avec du bois. La collecte de produits forestiers non ligneux comestibles contribue à la sécurité alimentaire et apporte des nutriments essentiels à de nombreuses personnes, mais l'on a besoin d'informations supplémentaires pour étudier cet aspect de façon complète.

La dendroénergie est souvent la seule source d'énergie disponible dans les zones rurales des pays moins développés et revêt une importance toute particulière pour les pauvres.

La dendroénergie représente 27 pour cent de l'approvisionnement total en énergie primaire en Afrique, 13 pour cent de ce total dans la région Amérique latine et Caraïbes et 5 pour cent dans la région Asie et Océanie. Cela étant, les pays développés y recourent aussi de plus en plus en vue de réduire leur dépendance par rapport aux combustibles fossiles. Par exemple, quelque 90 millions de personnes en Europe et en Amérique du Nord (soit 8 pour cent de la population) se chauffent principalement par la dendroénergie, qui représente par ailleurs aujourd'hui environ 5 pour cent de l'approvisionnement en énergie en Europe.

Les produits forestiers contribuent fortement à donner un abri à au moins 1,3 milliard de personnes, soit 18 pour cent de la population mondiale.

Les produits forestiers servent à la construction de logements partout dans le monde. On dénombre environ un milliard de personnes dans la région Asie et Océanie et 150 millions de personnes en Afrique qui ont un logement dont un des éléments (murs, toit ou sol) est principalement composé de produits forestiers. Cependant, cette estimation étant fondée sur des informations partielles, le véritable chiffre pourrait être bien plus élevé.

IV. MESURES POLITIQUES VISANT À MIEUX TIRER PARTI DES AVANTAGES LIÉS AUX FORÊTS

9. La mesure dans laquelle les individus tirent des avantages des forêts dépend beaucoup de l'action des pouvoirs publics. Par ailleurs, il convient d'ajuster les politiques afin de répondre aux demandes croissantes et changeantes, d'exploiter les possibilités qui se présentent et de s'attaquer aux tendances potentiellement négatives. Pratiquement tous les pays aux ressources forestières importantes disposent d'un programme forestier national ou d'un ensemble similaire de politiques et de programmes qui traitent de plusieurs questions forestières essentielles.

10. Dans de nombreux pays, le manque de capacités pour mettre en œuvre les programmes et les politiques forestiers constitue une entrave importante. Peu de pays semblent définir des objectifs assortis de cibles spécifiques et mesurables, définir des groupes cibles pour les mesures et des chaînes de résultats, et avoir les capacités voulues pour suivre la mise en œuvre des politiques et mesures. Par ailleurs, les questions de parité hommes-femmes ou les questions liées à l'emploi décent ne sont bien souvent ni reconnues, ni abordées.

11. Pour l'analyse présentée dans l'édition 2014 de la *Situation des forêts du monde*, il a été compilé des informations concernant 121 pays, informations qui donnent une large vue d'ensemble des mesures que les pays ont adoptées à leur niveau depuis 2007 pour tenir les engagements pris dans les sept politiques et mesures de l'instrument concernant les forêts liées aux avantages socioéconomiques découlant des forêts.

12. L'analyse des politiques forestières et des rapports que les pays ont adressés à des organismes mondiaux et régionaux permet de formuler les messages essentiels ci-après:

Dans les politiques forestières, il faut tenir compte des changements en cours dans le monde, qui vont de la croissance démographique au basculement vers un mode de vie principalement urbain.

La croissance démographique et le changement des modes de vie renforcent et modifient les demandes d'avantages socioéconomiques découlant des forêts qui émanent de la société. Les politiques et programmes forestiers nationaux doivent traduire cette évolution des besoins, exploiter les possibilités et s'attaquer aux tendances potentiellement négatives, tout en cherchant la durabilité de la fourniture de la large gamme des avantages découlant des forêts.

Les pays ont élaboré une multitude de politiques et de mesures pour favoriser la gestion durable des forêts depuis 2007, dont bon nombre peuvent renforcer les avantages socioéconomiques.

On constate que les pays ont tendance à faire de la gestion durable des forêts un grand objectif national, à faire participer davantage les parties prenantes et à être plus ouverts aux approches faisant

appel à la bonne volonté et aux approches fondées sur le marché. Il faut toutefois renforcer les capacités de mise en œuvre, afin de renforcer effectivement les avantages socioéconomiques.

Les pays ont adopté de nombreuses mesures pour encourager la fourniture de biens et de services, notamment en garantissant aux personnes un meilleur accès aux ressources forestières et aux marchés.

Garantir l'accès aux ressources et aux marchés est un moyen efficace de renforcer les avantages socioéconomiques au niveau local, notamment par l'utilisation aux fins de subsistance. La création d'un environnement propice aux organisations de producteurs peut soutenir l'accès aux marchés et une production plus efficace.

Il convient de reconnaître et de mesurer la valeur des services pour garantir un processus de prise de décision solide.

Tant que la valeur des services fournis par les forêts n'est pas mesurée ou n'est pas reconnue, les décisions économiques et politiques concernant les forêts sont prises sur la base d'informations incomplètes et biaisées. Ce point reste critique pour la fourniture durable de nombreux services, allant de services essentiels pour la sécurité alimentaire et la productivité agricole à la protection contre l'érosion et à la pollinisation, en passant par les loisirs et les autres agréments rendus possibles grâce aux forêts.

V. POSSIBILITÉS DE MIEUX TIRER PARTI DES AVANTAGES SOCIOÉCONOMIQUES DES FORÊTS

Renforcer les droits des personnes de gérer les forêts et d'en tirer des avantages

13. Les personnes tirent des avantages de la production et de la consommation de produits forestiers dans des mesures différentes, selon les façons dont elles utilisent les forêts. Cela étant, les politiques ont toujours tendance à être axées sur les aspects techniques de la gestion forestière. La plupart des pays qui abordent les avantages se concentrent sur la production du secteur structuré, dans lequel le nombre de bénéficiaires est relativement faible.

14. Ajuster les politiques et les stratégies forestières de façon à reconnaître plus explicitement les modes d'utilisation des forêts par les individus serait un grand pas en avant. Cela nécessite de s'intéresser moins à l'État gardien des ressources forestières (qui défend souvent les forêts contre les personnes) et plus aux besoins et aux préférences des individus et de la société. Cela nécessite aussi de changer de point de vue dans l'élaboration des rapports et de s'intéresser plus au nombre de personnes qui tirent des avantages des forêts plutôt qu'aux superficies des forêts qui contribuent de telle ou telle façon aux avantages sociaux.

15. De nombreux pays ont déjà pris des mesures importantes dans ce sens. Il s'agit notamment de l'amélioration de l'accès aux ressources, du renforcement des droits accordés aux personnes pour la gestion et l'extraction de certains produits forestiers (bien souvent aux seules fins de subsistance, il est vrai) et de l'octroi aux peuples autochtones, aux communautés locales et aux petits exploitants d'un accès et de droits fonciers à long terme concernant les forêts, les terres et les arbres. Certains pays ont aussi contribué à améliorer l'accès aux marchés pour la création de revenus et d'emplois, par exemple en renforçant les cadres juridiques et les capacités pour les petites entreprises forestières et organisations de producteurs. Il convient maintenant de consolider ces avancées pour veiller à ce qu'elles deviennent de véritables moteurs du développement rural et de la croissance.

De l'interdiction à la production durable

16. La réticence des administrations forestières à reconnaître et à promouvoir certains des avantages socioéconomiques découlant des forêts peut souvent s'expliquer par des inquiétudes quant aux incidences de l'existence d'une multitude de petits producteurs sur la durabilité de la gestion forestière.

17. La consommation de viande de chasse comme source de protéines animales, l'utilisation de produits forestiers comme matériaux de construction locaux et l'utilisation de combustible ligneux

pour la cuisson sont trois grands avantages socioéconomiques découlant des forêts. Mais dans de nombreux pays, la chasse est pour une grande part interdite (ou du moins très limitée), la production locale de bois de sciage (tronçonneuse ou sciage de long) est souvent interdite et même la collecte de combustible ligneux peut être limitée. Les tentatives de renforcement de la durabilité de la gestion forestière passant par l'interdiction de certaines activités non seulement font fi de l'importance de ces avantages, mais ont par ailleurs peu de chances de porter leurs fruits.

18. Il sera difficile pour les administrations forestières de nombreux pays de mettre l'accent non plus sur l'interdiction, mais bien sur la production durable, en raison du grand nombre de personnes occupées à des activités informelles. Cela étant, les mesures que l'on a prises pour renforcer les droits de propriété et le contrôle local sur les ressources forestières ont déjà accru les intérêts des producteurs locaux dans la durabilité à long terme de la ressource, et les améliorations au niveau de l'organisation (coopératives de producteurs, entre autres) pourraient offrir un mécanisme pour une collaboration plus efficace avec les producteurs informels. Il faut maintenant déployer une assistance et une vulgarisation techniques à grande échelle, en collaboration avec le secteur privé et les organisations non gouvernementales et de la société civile, pour améliorer la durabilité de ces activités, en s'appuyant sur les enseignements tirés des expériences fructueuses.

Efficacité de la production et de l'utilisation

19. La demande de bon nombre des avantages tirés de la consommation de produits forestiers continuera probablement de s'intensifier à mesure que la population s'accroîtra. Pour répondre à ces demandes sans dégrader significativement la ressource, il faudra aider les producteurs informels à adopter des techniques de production plus efficaces et durables. Réduire la quantité de main-d'œuvre et de matériaux nécessaire doit aussi améliorer la durabilité de l'utilisation des ressources et libérer du temps pour la création de revenus dans d'autres activités. Cela profiterait tout particulièrement aux femmes, qui se chargent de près de 80 pour cent de la collecte non rémunérée de combustible ligneux.

Vers une économie plus verte, aussi dans les pays moins développés

20. Les pays développés sont de plus en plus intéressés par les avantages découlant d'économies plus vertes, mais les économies de nombreux pays moins développés ont déjà certaines caractéristiques d'une économie verte (utilisation importante de matériaux renouvelables, de la bioénergie et de produits naturels, et nombreuses personnes qui travaillent à la production de ces éléments). Les pays moins développés ont une chance à saisir qui serait d'aller vers des économies vertes très développées dans certains domaines, plutôt que de suivre une voie du développement qui entraîne une plus grande consommation de ressources non renouvelables.

21. La dendroénergie est un domaine prometteur pour de nombreux pays. On peut souvent accroître durablement sa production; les technologies et techniques améliorées pour la fabrication de charbon de bois sont relativement faciles à mettre en place; on pourrait utiliser davantage les résidus de bois provenant du secteur de la transformation. L'utilisation de meilleurs foyers pourrait aussi permettre des améliorations.

Élaboration des politiques fondée sur des éléments probants

22. Le changement d'accent dans les politiques recommandé dans le rapport doit s'appuyer sur des investissements importants dans le renforcement des capacités des administrations forestières à déployer et à mettre en œuvre leurs politiques, en collaboration avec d'autres organismes publics et privés. Pour argumenter en faveur de l'investissement dans des capacités pour gérer les forêts pour les gens, il faut disposer de preuves des avantages qu'elles fournissent et aussi de preuves que les politiques modifiées sont effectivement mises en œuvre et qu'elles ont permis, en définitive, d'améliorer le bien-être.

23. Le nombre de personnes occupées dans différentes activités informelles liées aux forêts est un des aspects pour lesquels les statistiques sont insuffisantes. À tout le moins, les administrations forestières devraient améliorer les informations qu'elles fournissent sur le partage des avantages afin de faire ressortir les avantages reçus au moyen de mécanismes de partage des recettes et d'autres mécanismes similaires dans les zones forestières de production. Ces informations devraient être

complétées par une meilleure mesure du partage des avantages au moyen des forêts communautaires et d'autres zones dans lesquelles les populations locales jouissent de droits d'accès et de gestion.

24. Une autre priorité devrait être d'améliorer les statistiques sur la distribution des avantages entre les hommes et les femmes et de produire des informations sur les activités qui revêtent une importance toute particulière pour les groupes défavorisés tels que les peuples autochtones et les ruraux pauvres.

25. Il conviendra d'unir les efforts pour obtenir davantage d'informations pertinentes. Il existe de nombreuses enquêtes menées dans d'autres secteurs et couvrant des domaines tels que l'agriculture, les revenus des ménages, la santé ou la nutrition qui devraient permettre de dégager des pistes de collaboration.

Évolution des besoins

26. Bien que l'édition 2014 de la *Situation des forêts du monde* soit principalement axée sur la contribution des forêts à la satisfaction des besoins essentiels (plus importants dans les pays moins développés), on y souligne aussi que les avantages socioéconomiques découlant des forêts évoluent à mesure que les pays se développent. À l'heure où les pays travaillent à un avenir plus durable et plus écologique, la demande de bon nombre des avantages que les forêts peuvent fournir va s'accroître. Les forêts pourraient donc à l'avenir contribuer encore plus au développement socioéconomique, et il convient dès lors de gérer ce potentiel avec sagesse.

27. Nombre des questions présentées ici sont développées et analysées plus en détail dans les études du secrétariat faisant l'objet des points 4.1 à 4.5 de l'ordre du jour. Le Comité souhaitera peut-être en tenir compte dans ses délibérations concernant l'édition 2014 de la *Situation des forêts du monde*.